MTL. L.8820/1.

- 1 -

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE .

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 9 avril 1964, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif à la taxe de consommation sur l'alcool éthylique", a donné le 20 avril 1964 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 9e april 1964 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de verbruikstaxe op ethylalcohol", heeft de 20e april 1964 het volgend advies gegeven :

Outre les droits d'accises auxquels ils sont soumis en vertu de la loi du 15 avril 1896 relative à la fabrication et à l'importation des alcools, les alcools éthyliques sont frappés d'une taxe spéciale de consommation en vertu de l'article 8 de la loi du 7 juin 1926.

Le régime fiscal de ces alcools a été modifié par les dispositions de la loi du 19 mars 1951 concernant les accises, prises en vue de la mise en vigueur en Belgique de la convention portant notamment unification des droits d'accises entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. Cette loi instaure un nouveau régime fiscal des alcools, comportant notamment la suppression de la taxe spéciale de consommation. Elle abroge expressément la loi du 15 avril 1896, à l'exception des articles 6 à 12 (article 43, 1°), ainsi que l'article 8 de la loi du 7 juin 1926 (article 43, 11°).

Toutefois, l'article 51 de la loi du 19 mars 1951 confie au Ministre des Finances le soin d'en fixer l'entrée en vigueur, le cas échéant à des dates différentes selon les dispositions. Les articles relatifs aux droits d'accises sur les alcools ainsi que l'article 43, 1° et 11°, n'ont pas été mis en vigueur à ce jour.

Le projet a pour objet :

1° de réduire le montant de la taxe spéciale de consommation sur les alcools éthyliques dénaturés destinés à la fabrication des produits de parfumerie;

.../...

2° de soumettre à cette taxe les produits de beauté, d'hygiène, de toilette et les cosmétiques contenant de l'alcool sans distinguer si ces produits sont parfumés ou non;

3° d'adapter les dispositions relatives à la taxe de consommation à la technique et à la terminologie utilisées dans les lois d'accises les plus récentes;

4° de rendre applicables à la taxe spéciale de consommation les dispositions des articles 40 et 41 de la loi du 19 mars 1951, mis en vigueur par l'arrêté ministériel du 10 juillet 1952;

5° d'étendre aux eaux dentifrices, aux matières de base pour la parfumerie, aux produits de toilette et aux cosmétiques les interdictions relatives à l'existence de certains alcools dans diverses catégories de produits (articles 2 et 6 du projet);

6° de modifier les dispositions pénales qui font l'objet de l'article 126, § 2, de la loi du 15 avril 1896 et de l'article 12, § 5, de la loi du 19 mars 1951 afin de mettre celles-ci en concordance avec les modifications indiquées au 5°.

Le projet appelle les observations suivantes :

1. Ainsi qu'il a été exposé, le projet n'a pas seulement pour objet de modifier la législation relative à la taxe de consommation sur l'alcool éthylique, il modifie également par ses articles 2 à 7 certaines dispositions de la loi du 15 avril 1896 et de la loi du 19 mars 1951 qui prévoient des interdictions et des sanctions pénales ayant notamment pour objet d'assurer la perception des droits d'accises et de réprimer les

.../...

infractions à la législation relative à ces droits. L'intitulé devrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Projet de loi relative à la taxe de consommation sur l'alcool éthylique et modifiant la législation en matière de droits d'accise sur les alcools".

2. L'article 8 de la loi du 7 juin 1926, les articles 88, § 1er, et 126, § 2, de la loi du 15 avril 1896 ont été abrogés expressément par l'article 43, 1° et 11°, de la loi du 19 mars 1951. Cette loi instaure en ses articles 1er à 9 un régime fiscal des alcools ne comportant plus de taxe de consommation, elle prévoit, à l'article 10, des dispositions destinées à assurer la perception des droits et à l'article 12 des dispositions pénales qui remplacent les articles 88, § 1er, et 126, § 2, de la loi du 15 avril 1896.

En modifiant les articles 8 de la loi du 7 juin 1926, 88, § 1er, et 126, § 2, de la loi du 15 avril 1896, le projet aurait pour effet d'abroger implicitement les articles de la loi du 19 mars 1951 qui ont remplacé ces dispositions ainsi que l'article 43, 1° et 11°, de cette dernière loi qui les abroge expressément; par voie de conséquence, il mettrait fin au pouvoir du Ministre des Finances de mettre en vigueur les dispositions de la loi du 15 mars 1951 qui viennent d'être citées.

Les articles 1er à 5 du projet ne se concilient pas dès lors avec ses articles 6 et 7, qui maintiennent, en y apportant quelques modifications, les articles 10 et 12, § 5, de la loi du 19 mars 1951 : ces dernières dispositions entreraient en vigueur, en vertu de l'article 8 du projet, le jour de la publication au Moniteur de la loi projetée,

.../...

alors que les articles 1er à 5 maintiennent, moyennant quelques modifications, les articles 83, § 1er, et 126, § 2, de la loi du 15 avril 1896, que les articles 10 et 12, § 5, précités ont pour objet de remplacer.

Suivant les précisions données par le fonctionnaire délégué, l'intention du Gouvernement est d'apporter les modifications projetées aux dispositions des lois du 7 juin 1926 et du 15 avril 1896 tout en conservant au Ministre des Finances le pouvoir de faire entrer éventuellement en vigueur, postérieurement à la loi projetée, les dispositions de la loi du 19 mars 1951, ce qui aurait pour effet, si le Ministre usait de cette faculté, d'abroger les dispositions que le présent projet modifie.

Le texte proposé ci-après tend à réaliser cette intention du Gouvernement.

3. Il conviendrait de diviser le projet en chapitres, de modifier les textes légaux dans leur ordre chronologique et de grouper dans un chapitre final les dispositions des articles 3 et 4 du projet, qui ont un caractère transitoire.

4. L'article 8bis, 4°, que l'article 1er du projet introduit dans la loi du 7 juin 1926, détermine la taxe spéciale de consommation applicable à "tout produit contenant de l'alcool éthylique convenablement dénaturé suivant un procédé donnant satisfaction à l'Administration des douanes et accises".

Suivant le fonctionnaire délégué, l'adverbe "convenablement" n'ajoute rien à la portée du mot "dénaturé"; il est, dès lors, superflu et doit être omis.

.../...

Quant au membre de phrase "suivant un procédé donnant satisfaction à l'Administration des douanes et accises", il aurait pour but de subordonner l'application du taux de taxation réduit à l'accord des agents de l'Administration sur le procédé de dénaturation; le nombre indéterminé de ces procédés ferait, en effet, obstacle à leur énumération dans un texte réglementaire. Il en résultera que la disposition accordera pratiquement un très large pouvoir d'appréciation aux agents de l'Administration quant à la détermination du taux de la taxe.

5. L'article 2 du projet modifie le § 1er de l'article 88 de la loi du 15 avril 1896 afin d'étendre aux eaux dentifrices, aux matières de base pour la parfumerie, aux produits de toilette et aux cosmétiques les dispositions de l'article 88, § 1er, actuel interdisant la présence de certains alcools dans les liqueurs, liqueurs fines et eaux de senteur, ainsi que dans les fabriques de ces produits.

Le § 2 de l'article 88 dispose :

"Les agents de l'Administration des douanes et accises sont autorisés à prélever dans les magasins des négociants et détaillants, des échantillons de liqueurs, liqueurs fines ou eaux de senteur mises en vente.

Les assujettis sont tenus de laisser prélever gratuitement ces échantillons et de fournir aussi gratuitement les flacons ou récipients destinés à les renfermer".

Ce dernier paragraphe ayant pour objet de permettre à l'Administration de contrôler l'exécution des dispositions du § 1er, devrait être modifié par le projet afin d'être mis en concordance avec les modifications qui sont apportées au § 1er. .../...

6. Les articles 6 et 7 du projet modifient respectivement les articles 10, § 1er, et 12, § 5, de la loi du 19 mars 1951, qui ne sont pas encore en vigueur.

Suivant les explications données par le fonctionnaire délégué, le Gouvernement n'a pas l'intention de faire entrer les articles 6 et 7 en vigueur en même temps que les autres dispositions du projet. L'article 8 devrait, dès lors, être corrigé en conséquence.

PROJET DE LOI RELATIVE A LA TAXE DE CONSOMMATION SUR L'ALCOOL ETHYLIQUE ET MODIFIANT LA LEGISLATION EN MATIERE DE DROITS D'ACCISE SUR LES ALCOOLS.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

...

...

CHAPITRE Ier. - MODIFICATIONS A LA LOI DU 15 AVRIL 1896.

Article 2 du projet.

Article 1er.-

L'article 88 de la loi du 15 avril 1896 relative à la fabrication et à l'importation des alcools, modifié par l'arrêté royal n° 24 du 27 octobre 1934, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 88. § 1er. ... (comme au projet) ...

§ 2. ... (voir observation) ... ".

.../...

Article 5 du projet.

Article 2.-

L'article 126, § 2, de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 24 du 27 octobre 1934, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. ... ".

CHAPITRE II. - MODIFICATIONS A LA LOI DU 7 JUIN 1926.

Article 1er partim du projet.

Article 3.-

L'article 8 de la loi du 7 juin 1926 modifiant le tarif des douanes ainsi que certains droits d'accise et établissant ou revisant des taxes de consommation, modifié par la loi du 10 août 1948, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 8. ... ".

Article 1er partim du projet.

Article 4.-

Un article 8bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 8bis. ... (quant au 4°, voir observation)... ".

Article 1er partim du projet.

Article 5.-

Un article 8ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 8ter. Pour l'application des articles 8 et 8bis ... ".

.../...

Article 1er partim du projet.

Article 6.-

Un article 8quater, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 8quater. ... (il y a lieu d'omettre, in fine, les mots : "de la présente loi")... ".

CHAPITRE III. - MODIFICATIONS A LA LOI DU 19 MARS 1951.

rticle 6 du rojet.

Article 7.-

L'article 10 de la loi du 19 mars 1951 concernant les accises est remplacé par la disposition suivante :

"Article 10. ... ".

rticle 7 du rojet.

Article 8.-

L'article 12, § 5, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 5. ... ".

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALE.

rticle 3 u projet.

Article 9.-

Par dérogation à l'article 88, § 1er, alinéa 2, de la loi du 15 avril 1896, tel qu'il est modifié par la présente loi, la détention et la vente des produits de toilette et des cosmétiques qui contiennent l'un des alcools énumérés à l'article 88, § 1er, alinéa 1er, de la même loi et qui se trouveront en libre pratique le jour de la publication de la présente loi au Moniteur belge, sont autorisées jusqu'au ...

.../...

Article 4 du projet.

Article 10.-

Pour l'application de l'article 9, le Ministre...

Article 8 du projet.

Article 11.-

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge, à l'exception des articles 7 et 8, qui entrent en vigueur à la date fixée par le Ministre des Finances.

Les articles 1er à 6 cessent leurs effets le jour de l'entrée en vigueur de l'article 43, 1° et 11°, de la loi du 19 mars 1951 concernant les accises.

...

...

Naast accijnsrechten op grond van de wet van 15 april 1896 betreffende de fabricatie en de invoer van alcohol, staat op ethylalcohol ingevolge artikel 8 van de wet van 7 juni 1926 ook een bijzondere verbruikstaks.

De fiskale behandeling van dat soort alcohol is gewijzigd door de bepalingen van de wet van 19 maart 1951 in zake accijnzen, welke bepalingen zijn vastgesteld om hier te lande uitwerking te geven aan de op 18 februari 1950 te 's Gravenhage tussen het Koninkrijk België, het Groot-Hertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden ondertekende overeenkomst die onder meer eenheid in de accijnsrechten brengt. Die wet voert voor alcohol een nieuwe fiskale behandeling in die namelijk geen bijzondere verbruikstaks meer kent. Ze heft de wet van 15 april 1896, met uitzondering van de artikelen 6 tot 12 (artikel 43, 1°), alsook artikel 8 van de wet van 8 juni 1926 (artikel 43, 11°) uitdrukkelijk op.

Artikel 51 van de wet van 19 maart 1951 draagt de Minister van Financiën echter de zorg op, de inwerkingtreding van die wet vast te stellen, eventueel op data die verschillen naar gelang van de bepalingen. De artikelen over accijnsrechten op alcohol en artikel 43, 1° en 11°, zijn tot nog toe niet in werking gesteld.

Het ontwerp heeft tot doel :

1° het bedrag van de bijzondere verbruikstaks op gedenatureerde ethylalcohol voor het vervaardigen van parfumerieën te verminderen ;

2° alcoholhoudende schoonheids-, hygiënische, toilet- en kosmetische produkten, al dan niet geparfumeerd, aan die taks te onderwerpen ;

.../...

3° de bepalingen terzake van verbruikstaks in overeenstemming te brengen met de techniek en de terminologie die in de meest recente accijnswetten zijn gevolgd ;

4° op de bijzondere verbruikstaks toepassing te doen vinden hetgeen in de bij ministerieel besluit van 10 juli 1952 in werking gestelde artikelen 40 en 41 van de wet van 19 maart 1951 is bepaald ;

5° het verbod op de aanwezigheid van bepaalde soorten alcohol in verschillende categorieën van produkten mede voor mondwater, parfumeriegrondstoffen, toiletprodukten en cosmetica te doen gelden (artikelen 2 en 6 van het ontwerp);

6° de strafbepalingen in artikel 126, § 2, van de wet van 15 april 1896 en in artikel 12, § 5, van de wet van 19 maart 1951 te wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de wijzigingen die onder 5° zijn aangegeven.

Bij het ontwerp is het volgende op te merken :

1. Zoals reeds is gezegd, wijzigt het niet alleen de wetgeving betreffende de verbruikstaks op ethylalcohol, maar ook, met name in de artikelen 2 tot 7, een aantal voorschrifte van de wet van 15 april 1896 en van de wet van 15 april 1951 die verbodsbepalingen en strafrechtelijke sancties stellen onder meer om in de heffing van de accijnsrechten te voorzien en om overtreding van de wetgeving met betrekking tot die rechten te bestraffen. Het opschrift moet dan ook als volgt luiden :
"Ontwerp van wet betreffende de verbruikstaks op ethylalcohol en tot wijziging van de wetgeving in zake accijnsrechten op alcohol".

2. Artikel 8 van de wet van 7 juni 1926 en de artikelen 88, § 1, en 126, § 2, van de wet van 15 april 1896 zijn in artikel 43, 1° en 11°, van de wet van 19 maart 1951

.../...

uitdrukkelijk opgeheven. Die wet voert in de artikelen 1 tot 9 voor alcohol een fiskale behandeling zonder verbruikstaks in, stelt in artikel 10 voorschriften vast met het oog op de heffing van die rechten en vaardigt in artikel 12 strafbepalingen uit ter vervanging van de artikelen 88, § 1, en 126, § 2, van de wet van 15 april 1896.

Waar het ontwerp artikel 8 van de wet van 7 juni 1926 en de artikelen 88,§ 1, en 126,§ 2, van de wet van 15 april 1896 wijzigt, brengt het mee, dat de artikelen van de wet van 19 maart 1951 die in de plaats van die bepalingen zijn gekomen, alsook artikel 43,1° en 11°,van laatstgenoemde wet, dat ze uitdrukkelijk opheft, stilzwijgend worden opgeheven;de bevoegdheid van de Minister van Financiën om de zoëvengenoemde bepalingen van de wet van 15 maart 195 in werking te stellen, zou dus komen te vervallen.

De artikelen 1 tot 5 van het ontwerp zijn dan ook onbestaanbaar met de artikelen 6 en 7, die de artikelen 10 en 12,§ 5, van de wet van 19 maart 1951 met een aantal wijzigingen in stand houden : laatstgenoemde bepalingen zouden ingevolge artikel 8 van het ontwerp in werking treden de dag waarop de ontworpen wet in het Staatsblad wordt bekendgemaakt, terwijl de artikelen 1 tot 5 de artikelen 88,§ 1, en 126,§ 2, van de wet van 15 april 1896,die door voornoemde artikelen 10 en 12,§ 5,worden vervangen, met een aantal wijzigingen in stand houden.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard,wenst de Regering bij de wijzigingen die zij in de wetten van 7 juni 1926 en van 15 april 1896 bedoelt aan te brengen, de Minister van Financiën bevoegd te laten om de bepalingen van de wet van 19 maart 1951 eventueel in werking te stellen na de totstandkoming van de ontworpen wet.Als de Minister van die bevoegdheid gebruik maakt, zouden de door het ontwerp gewijzigde bepalingen dus meteen worden opgeheven.

De hierna voorgestelde tekst bedoelt dat oogmerk van de Regering te verwoorden.

.../...

3. Het ware gewenst het ontwerp in hoofdstukken in te delen, de wetsteksten in tijdsorde te wijzigen en de bepalingen van de artikelen 3 en 4, die overgangsbepalingen zijn, onder een slothoofdstuk te brengen.

4. Het artikel 8bis, 4°, dat artikel 1 van het ontwerp in de wet van 7 juni 1926 invoegt, geeft de bijzondere verbruikstak aan voor "alle produkten bevattende ethylalcohol behoorlijk gedenatureerd ten genoegen van het Bestuur der douanen en accijnzen".

"Behoorlijk" voegt volgens de gemachtigde ambtenaar niets toe aan de strekking van het woord "gedenatureerd". Het moet dus als overbodig vervallen.

Met de zinsnede "ten genoegen van het bestuur der douanen en accijnzen" bedoelt men aan toepassing van de verminderde aanslagvoet de eis te verbinden, dat de ambtenaren van het bestuur met de gevolgde methode akkoord gaan; er zijn immers zoveel methoden van denatureren, dat het niet te doen is, ze alle in een verordenende tekst op te sommen. In de praktijk krijgen de ambtenaren van het bestuur hier dus een zeer ruime beoordelingsbevoegdheid voor het bepalen van de aanslagvoet.

5. Artikel 2 van het ontwerp wijzigt § 1 van artike 88 van de wet van 15 april 1896 om het thans in die paragraaf gestelde verbod op de aanwezigheid van bepaalde alcoholsoorten in likeuren, fijne likeuren en reukwater alsook in fabrieken van zulke produkten mede voor mondwater, parfumeriegrondstoffen, toiletprodukten en cosmetica te doen gelden.

Paragraaf 2 van artikel 88 zegt :

"De agenten van het bestuur der douanen en accijnzen zijn gemachtigd in de magazijnen der handelaars en kleinhandelaars stalen te nemen der te koop gestelde likeuren, fijne likeuren en reukwaters.

De schatplichtigen zijn gehouden de stalen kosteloos te laten nemen, alsmede de flessen of recipiënten om de stalen te vervatten, kosteloos te bezorgen".

Die paragraaf bedoelt het bestuur de mogelijkheid te bieden toe te zien op de uitvoering van paragraaf 1. Het ontwerp zou ze dus moeten wijzigen ter wille van de overeenstemming met de veranderingen die in paragraaf 1 worden aangebracht.

6. De artikelen 6 en 7 van het ontwerp wijzigen onderscheidenlijk de artikelen 10, § 1, en 12, § 5, van de wet van 19 maart 1951, die nog niet in werking zijn getreden.

Te oordelen naar hetgeen de bevoegde ambtenaar heeft verklaard, is het niet de bedoeling van de Regering, de artikelen 6 en 7 tegelijk met de overige bepalingen van het ontwerp in werking te doen treden. Artikel 8 ware dienovereenkomstig te verbeteren.

.../...

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE VERBRUIKSTAKS OP ETHYLALCOHOL EN TOT WIJZIGING VAN DE WETGEVING INZAKE ACCIJNSRECHTEN OP ALCOHOL.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

...

...

HOOFDSTUK I. - WIJZIGINGEN IN DE WET VAN 15 APRIL 1896

Artikel 2 van het ontwerp.

Artikel 1.-

Artikel 88 van de wet van 15 april 1896 betreffende de fabricatie en de invoer van alcohol, gewijzigd bij koninklijk besluit nr 24 van 27 oktober 1934, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 88. § 1. ... (zoals in het ontwerp) ...

§ 2. ... (zie opmerking) ...".

Artikel 5 van het ontwerp.

Artikel 2.-

Artikel 126, § 2, van dezelfde wet, gewijzigd bij koninklijk besluit nr 24 van 27 oktober 1934, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 2. ...".

.../

HOOFDSTUK II. - WIJZIGINGEN IN DE WET VAN 7 JUNI 1926.

Artikel 1 partim van het ontwerp.

Artikel 3.-

Artikel 8 van de wet van 7 juni 1926 tot wijzigin van het toltarief en van sommige accijnsrechten en tot vestiging of herziening der verbruikstaxes, gewijzigd bij de wet van 10 augustus 1948, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 8. ...".

Artikel 1 partim van het ontwerp.

Artikel 4.-

In dezelfde wet wordt een artikel 8bis ingevoegd, als volgt :

"Artikel 8bis. ... (voor 4°, zie opmerking) ...".

Artikel 1 partim van het ontwerp.

Artikel 5.-

In dezelfde wet wordt een artikel 8ter ingevoeg als volgt :

"Artikel 8ter. Voor de toepassing van de artikelen 8 en 8bis ...".

Artikel 1 partim van het ontwerp.

Artikel 6.-

In dezelfde wet wordt een artikel 8quater in voegd, als volgt :

"Artikel 8quater. ... (met dien verstande dat de wo "van deze wet" aan het slot worden weggelaten) ..."

HOOFDSTUK III. - WIJZIGINGEN IN DE WET VAN 19 MAART 1951.

rtikel 6 van et ontwerp.

Artikel 7.-

Artikel 10 van de wet van 19 maart 1951 in zake accijnzen wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 10. ...".

rtikel 7 van et ontwerp.

Artikel 8.-

Artikel 12, § 5, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 5. ...".

HOOFDSTUK IV. OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN.

rtikel 3 van et ontwerp.

Artikel 9.-

In afwijking van artikel 88, § 1, tweede lid, van de wet van 15 april 1896, zoals het bij deze wet wordt gewijzigd, is het tot ... toegelaten toiletprodukten en cosmetica onder zich te hebben en te verkopen die een van de in artikel 88, § 1, eerste lid, van dezelfde wet opgesomde alcoholsoorten bevatten welke in het vrije verkeer zijn de dag waarop deze wet in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

rtikel 4 van et ontwerp.

Artikel 10.-

Voor de toepassing van artikel 9,...

.../...

tikel 8 van t ontwerp.

Artikel 11.-

Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen 7 en 8, die in werking treden op de door de Minister van Financiën vast te stellen datum.

De artikelen 1 tot 6 houden op uitwerking te hebben de dag waarop artikel 43, 1° en 11°, van de wet van 19 maart 1951 in zake accijnzen in werking treedt.

...

...

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

Ch.VAN REEPINGHEN, assesseurs de la section de législation,
J. DE MEYER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.
Le rapport a été présenté par M. H. ROUSSEAU, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. H. ROUSSEAU, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.